

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Chalmers LAROSE, *L'odyssée transnationale. Enjeux, acteurs, sites. Une perspective minimaliste*, 2008, Québec, Presses de l'Université du Québec, 192 p.

par Jabeur Fathally

Études internationales, vol. 40, n° 4, 2009, p. 659-661.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/038943ar>

DOI: 10.7202/038943ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

faut-il encore souligner que les agences et ONG qui prennent en charge l'exécution des programmes d'aide auront à affronter des scénarios fort différents. En effet, la corruption ne fonctionne pas toujours selon le même modèle, ce que Cremer laisse entendre. Les gestionnaires de l'aide internationale peuvent faire face à des cas de corruption individuelle, mais aussi à des réseaux de corruption, dans des situations qui vont de l'anomie la plus totale à l'« institutionnalisation » des pratiques corruptrices. Plusieurs cas de figure en résultent, qui se distinguent notamment par le degré de certitude des ententes de corruption. Cette réflexion aurait sans doute contribué à atteindre l'objectif de ce livre, qui est d'aider les coopérants à mieux comprendre, pour la dénoncer plus efficacement, la corruption qui mine trop souvent les projets d'aide et de développement.

Guillermo AUREANO

*Département de science politique
Université de Montréal*

*MONDIALISATION ET
TRANSNATIONALISATION*

L'odyssée transnationale.

Enjeux, acteurs, sites.

Une perspective minimaliste

*Chalmers LAROSE, 2008, Québec,
Presses de l'Université du Québec,
192 p.*

L'ouvrage de Chalmers Larose intitulé *L'odyssée transnationale* est publié dans un contexte d'incertitude économique et d'instabilité sécuritaire à l'échelle mondiale. Un tel contexte confère au travail de Larose toute sa pertinence et sa dimension actuelle.

En effet, le livre s'impose désormais comme une source capable d'apporter une

réponse à nos interrogations récentes sur le rôle des acteurs non étatiques ainsi que sur l'impact de leurs initiatives et de leurs actions dans la gouvernance de ce nouveau Léviathan qu'est la mondialisation.

La compréhension de ce rôle est cruciale, non seulement pour connaître et évaluer la raison d'être et les acquis de ces acteurs, mais aussi pour avoir un regard plus lucide et une appréhension plus profonde de la politique internationale.

L'objectif de l'ouvrage, tel qu'il est défini par l'auteur, ne vise pas à décrire la transnationalité des acteurs non étatiques, mais à jauger et à mesurer leur incidence et leur influence sur la gouvernance du commerce international, et plus particulièrement sur le processus de libéralisation des échanges commerciaux.

Il s'agit alors de suivre les traces et d'observer les mouvements de cette tumultueuse et complexe odyssée qui réunit des ONG, des mouvements syndicalistes, environnementalistes et altermondialistes. Dans une perspective analytique et rétrospective. Les six chapitres de l'ouvrage ont permis d'éclairer le lecteur en lui procurant les moyens d'aborder et de comprendre cette problématique contemporaine qu'est la transnationalité.

La structure choisie par l'auteur sert particulièrement son propos. Ainsi, le premier chapitre se présente comme la clef de voûte de l'ouvrage. En effet, en plus d'explorer l'environnement des acteurs non étatiques et leurs interactions avec l'État, il sert de plateforme pour problématiser l'influence de ces acteurs dans les processus de prise de décision internationale.

Dans les chapitres qui suivent, fidèle à la méthodologie qu'il a annoncée dans son introduction, l'auteur va s'appuyer sur des cas concrets (des sites) pour conforter sa thèse de départ. Il étudiera d'abord l'idée de libre-échange dans le contexte nord-américain en tenant compte de son idéologie et de ses acteurs pour s'intéresser ensuite au rôle joué par certains acteurs non étatiques dans la contestation des accords de libre-échange conclus par les États de l'Amérique du Nord.

Le chapitre cinq sera consacré à l'étude des actions mobilisatrices entreprises par les mouvements dits antimondialisation. L'auteur n'hésite pas à exprimer ses doutes vis-à-vis du triomphalisme ambiant post-Seattle et vis-à-vis de « l'instinct de tueur » qui anime, parfois, ces mouvements. Néanmoins, il ne laisse pas de plaider pour un nouveau *deal* entre ces mouvements et l'État westphalien.

Par ailleurs, la sécurisation de l'espace nord-américain qui a fait suite aux attentats du 11-Septembre et leurs effets sur la marge de manœuvre des acteurs de la société civile, traités dans le dernier chapitre de cet ouvrage, viennent confirmer cet appel à un transnationalisme minimal qui reconnaît le rôle de la société civile sans sous-estimer celui qui incombe à l'État pour la régulation de la société. La marche des acteurs non étatiques vers le théâtre transnational est un processus, certes irréversible, mais c'est un passage qui doit être fait par et à travers l'État, celui-ci demeurant la courroie de transmission et de passage vers ce théâtre.

La crise économique des derniers mois ainsi que les mesures, largement interventionnistes, prises par les différents États dans le monde, semblent confirmer la pertinence de cet appel.

En somme, le postulat de l'auteur est clair : depuis l'émergence de l'État westphalien (traité de Westphalie 1628), les acteurs non étatiques ont joué un grand rôle dans le façonnement de certains domaines, notamment ceux liés aux droits de la personne et aux droits humanitaires. Cela confirme, d'une part, la thèse de Roseneau et Ferguson selon laquelle « [l]a gouvernance existe à travers et au-delà des juridictions des États souverains » et permet, d'autre part, de soutenir l'idée voulant que les États soient loin d'être les seuls moteurs, et encore moins les promoteurs uniques, des nouvelles régulations internationales. Il suffit pour le démontrer de se référer au rôle joué par des mouvements comme ceux de la Croix-Rouge, de la lutte contre la torture, de l'abolition de l'esclavage ou même de la promotion d'institutions internationales comme la Société des Nations, puis celle de l'Organisation des Nations Unies.

Or, cette réalité ne doit pas agir comme l'arbre qui cache la forêt, puisque ces acteurs n'ont pas réussi à concrétiser leur impact sur le processus de libre-échange, ni à remodeler ses règles, lesquelles demeurent, semble-t-il, l'apanage des pouvoirs étatiques et de leurs émanations institutionnelles. Par conséquent, il est encore prématuré de penser que les États sont devenus incapables de gérer leurs territoires en raison de l'augmentation des flux transnationaux de biens et des personnes. La dégénérescence de l'autorité de l'État-nation n'est pas pour demain.

L'ouvrage de Chalmers Larose est remarquablement clair, riche en informations pertinentes et intellectuellement cohérent. Il réussit – performance rare – à relier la réflexion théorique à l'observation des faits de manière parfaitement

homogène. Mais c'est aussi parce qu'il porte sur un thème important et actuel, celui de ce qu'il aime qualifier, non sans raison d'ailleurs, l'odyssée transnationale.

Jabeur FATHALLY

*Groupe de recherche sur les systèmes
juridiques dans le monde
Faculté de droit, Université d'Ottawa*

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

The American Challenge. The World Resists US Liberalism

R. CATLEY et David MOSLER, 2007,
Aldershot, Ashgate, 252 p.

The American Challenge de Robert Catley et David Mosler est le dernier ouvrage d'un cycle de trois consacrés à l'hégémonie américaine dans le monde de l'après-guerre froide. Analysant la dynamique de l'ordre international américain de l'après-11 septembre, cet opus insiste tout particulièrement sur le paradoxe des années de présidence de George W. Bush : les États-Unis, bien qu'outrageusement puissants dans ce début de 21^e siècle, n'ont pas été en mesure d'obtenir les résultats escomptés en matière de politique étrangère. Dans la plus pure tradition réaliste (distinction entre *hard* et *soft power*, statocentrisme, démarche historique, insistance sur le pouvoir exécutif, supériorité de la politique étrangère sur la politique domestique), les auteurs analysent la politique étrangère des États-Unis en cherchant à comprendre pourquoi cet échec s'est produit et s'il s'explique par le déclin de l'hégémonie américaine.

Leur thèse est que la politique étrangère de l'administration Bush, notamment la guerre contre la terreur, a été une erreur stratégique majeure dans

la mesure où elle a poursuivi un programme beaucoup trop libéral, notamment de promotion de la démocratie au Moyen-Orient, à la fois bien plus coûteux que ne le permettent leurs capacités, globalement contre-productif pour répondre à la satisfaction de l'intérêt national, notamment dans le domaine de la prolifération nucléaire, et enfin contradictoire avec le comportement traditionnel américain dans la zone. Autrement dit, l'échec des États-Unis dans leur « croisade » contre le terrorisme islamique (phénomène conjoncturel), et plus généralement dans leur tentative de contrôle de la zone contestée qu'est le monde musulman (phénomène structurel), s'expliquerait bien plus par le choix maladroit de la diffusion de la démocratie au Moyen-Orient que par la perte de leurs capacités d'action.

D'une part, l'analyse s'appuie sur une description historique rigoureuse des fondements et implications de la « guerre globale contre la terreur », marque de fabrique de l'administration Bush depuis les attentats du 11 septembre 2001. Les auteurs considèrent qu'elle s'explique par les priorités politiques des néoconservateurs à Washington, à la fois héritiers de l'idéalisme wilsonien de l'entre-deux-guerres et de l'interventionnisme pragmatique de la guerre froide, mais aussi dans le même temps par la sous-évaluation du risque terroriste, notamment islamique, que les États-Unis ont contribué à créer durant et après la guerre froide. Ayant en tête une vision libérale du monde, insistant sur l'exceptionnalisme américain et sur la pacification par la démocratisation, violente si nécessaire, les néoconservateurs ont ajouté un nouvel objectif à la politique moyen-orientale américaine, à savoir la transformation des régimes